

Wafa Laamiri

Wafa Laamiri, Présidente nationale du Centre des Jeunes Dirigeants

Nous devons négocier selon nos priorités !

Elle est jeune, dynamique et elle parle avec conviction et franchise. Elle, c'est Mme Wafa Laamiri, Présidente nationale du CJD (Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprises), l'une des rares associations de jeunes (elle préfère parler d'organisation) spécialisées en affaires économiques. Elle est, par ailleurs, Directrice générale de CRIT Tunisie, un cabinet de Ressources Humaines. Nous l'avons contactée en marge d'un petit-déjeuner débat autour du « Classement des administrations tunisiennes », une première enquête sur la perception de l'administration par des jeunes dirigeants initiée par le CJD, un baromètre qui espère devenir annuel. Le CJD couvre pratiquement tous les secteurs de la vie économique, à l'exception de ceux de l'agriculture et de la pêche. Mais la porte leur reste ouverte.

Bien entendu, au CJD on suit de très près le projet de négociations autour de l'ALECA. Voici ce qu'elle en pense. Verbatim...

Extrait audio

Au CJD (Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprises), nous ne pouvons être contre la libéralisation du commerce et la levée des barrières douanières. Mais, tout en abordant la question de cet accord d'une manière positive, **nous avons quelques réserves.**

Nous disons qu'il nous appartient, à nous Tunisiens, la balle étant dans notre camp, d'aborder la table des négociations avec le maximum d'atouts en notre faveur.

 **Nous devons négocier selon nos priorités** et selon les contraintes de notre tissu économique. Oui, donc aux négociations mais pour défendre les

intérêts de la Tunisie.

Il y a encore chez nous des secteurs qui doivent encore être protégés, comme l'agriculture et les services. S'il faut, pour les défendre, établir des barrières, mettre en place des dispositions protectrices, avancer des exigences, faisons-le.

Il est vrai qu'il paraît incohérent d'être pour l'ouverture et de défendre en même temps une certaine fermeture. Cependant, il y a de gros enjeux pour certains secteurs de notre économie.

Négocions, négocions comme il faut cet accord de l'ALECA, mais, encore une fois, à nos conditions. Profitons des erreurs, des enseignements des négociations passées de l'Accord de Libre Echange de 1995 ! Hélas, **je n'ai pas vu, jusqu'ici, de bilan complet de l'impact de cet accord sur notre économie.** On nous donne quelques chiffres par-ci par-là, mais il n'y a vraiment pas de bilan approfondi.

Personne ne peut être, par principe, contre la libéralisation du marché. Mais, pour nous, le bilan des accords passés est un préalable incontournable. Rassurez-nous ! Il y a également la **question de la réciprocité totale**, particulièrement en matière de **libre circulation des personnes**. Demain, malgré notre possibilité d'accès au marché européen, nous pouvons encore rencontrer **le handicap du visa**.

Il y donc des préalables importants à mettre en place au sein de ce futur ALECA.

Quel rôle pour la société civile ?

Nous, au CJD, nous participons positivement à tous les débats sur les questions économiques du pays. Nous abordons toujours les questions d'une manière constructive, car nous voulons faire avancer notre économie.

On est pratiquement la seule structure de jeunes à vocation économique. Et multisectorielle, sans l'agriculture et la pêche, toutefois. Nous cherchons d'ailleurs à attirer vers nous les jeunes qui ont des projets dans ces deux secteurs.

Notre rôle est d'étudier en profondeur les questions économiques. Nous formons des commissions pour travailler sur les sujets abordés. Nous y faisons appel à des experts extérieurs lorsque c'est nécessaire. Notre objectif ? Faire des propositions et des recommandations concrètes. C'est cela notre valeur ajoutée. C'est ce que nous venons de faire, par exemple, pour le futur Code des Investissements en préparation.

Pour l'ALECA, nous sommes en attente d'une feuille de route, d'un agenda bien précis et des projets de documents à négocier pour les étudier.